

**Nations unies - Birmanie -  
Intervention de la représentante  
permanente adjointe de la France  
auprès des Nations unies - Conseil  
de sécurité**

(New York, 14 mai 2018)

Madame la Présidente,

Permettez-moi d'abord de remercier chaleureusement le Koweït, le Pérou et Royaume-Uni pour leurs efforts dans l'organisation et la conduite de ce déplacement qui a été, pour nous tous, un moment particulièrement marquant. Je remercie aussi le Bangladesh et la Birmanie pour leur accueil.

Les visites de terrain, en particulier à la zero line, au camp de Kutupalong et au Nord Rakhine ainsi que les différents entretiens ont permis aux membres de ce Conseil de prendre directement la mesure de la gravité des souffrances des Rohingya, de l'ampleur des destructions au Nord Rakhine, de la complexité de cette crise et de l'urgence qu'il y a à la régler.

Je souhaiterais revenir sur ce que la France retient de cette visite et sur les priorités qui, à nos yeux, doivent guider l'action internationale et en particulier celle des Nations Unies en soutien des réfugiés Rohingya.

1/- Au Bangladesh, nous avons pu constater l'effort et la générosité admirables du gouvernement et de la population locale qui accueillent en tout plus d'un million de réfugiés Rohingya, particulièrement vulnérables et qui vivent dans des conditions très précaires. Cette hospitalité exemplaire doit être soutenue. Nous avons pu également constaté que le HCR et l'ensemble des agences et organisations humanitaires et des Nations Unies concernées accomplissent à cet égard un travail remarquable. Pour la France, dans l'immédiat, renforcer le soutien international veut dire trois choses :

- premièrement, il faut augmenter le taux de financement du plan de réponse humanitaire, qui reste très en deçà des besoins puisque la dernière évaluation fournie par le HCR indique qu'il est financé à 16 % ;

- deuxièmement, il est urgent de prendre les mesures de précaution nécessaires et appropriées aux besoins et à l'impératif de protection des Rohingya, afin de se préparer aux risques, sécuritaires et sanitaires, qu'amènera la mousson dans les camps de réfugiés. Je pense en particulier aux mesures de renforcement des abris et de relocalisation, que le gouvernement du Bangladesh a commencé à mettre en oeuvre ;

- troisièmement, nous devons continuer à accompagner le Bangladesh, les acteurs humanitaires et les populations locales hôtes afin de rendre les conditions de vie des réfugiés Rohingya aussi soutenables que possible, tout en préservant les perspectives nationales de développement économiques du Bangladesh qui sont prometteuses. Une attention particulière aux besoins des enfants, y compris en matière de scolarisation, et à ceux des femmes, qui ont souffert d'indicibles violences, est indispensable.

Madame la Présidente,

2/- En Birmanie, les entretiens ont permis de réitérer aux autorités civiles et militaires les attentes du Conseil de sécurité, très clairement exprimées dans la déclaration présidentielle du 6 novembre 2017. Pour la France, la priorité demeure la pleine mise en oeuvre de cette déclaration. Des engagements ont été pris, mais ils ne sont pas suffisants, comme cela a bien été souligné par la représentante permanente du Royaume-Uni tout à l'heure. Dans l'immédiat, la France appelle donc les autorités birmanes à prendre les mesures suivantes :

- premièrement, s'attaquer aux causes profondes de la crise, à travers une pleine coopération avec la nouvelle Envoyée spéciale du Secrétaire général et un engagement concret à mettre en oeuvre l'ensemble des recommandations du rapport Annan. Les Rohingyas, auxquels le gouvernement birman a retiré leur nationalité en vertu d'une loi adoptée en 1982, forment le groupe d'apatrides le plus nombreux dans le monde. Il ne pourra pas y avoir de règlement juste et durable de leur situation, ni d'Etat de droit plein et entier en Birmanie, sans qu'il leur soit reconnu, comme à l'ensemble des Birmans, la pleine et égale jouissance de leurs libertés et de leurs droits fondamentaux. Ceci doit passer par la restauration de leur citoyenneté ;

- deuxièmement, les autorités birmanes doivent diligenter des enquêtes et poursuivre les responsables des violations systématiques des droits de l'Homme commises dans l'Arakan, y compris les violences sexuelles et coopérer avec les Nations Unies à cet égard. Les témoignages recueillis par les membres de la délégation sur les violences et sévices subis sont déchirants et les destructions observées dans le nord de l'Arakan - maisons, mosquées et villages brûlés, détruits ou rasés - parlent d'elles-mêmes. Les Rohingyas sont victimes d'un nettoyage ethnique, il n'y a hélas pas d'autres mots. Poursuivre les responsables de ces crimes relève d'un impératif moral, juridique et politique. Les autorités birmanes peuvent dès aujourd'hui donner un signal positif en acceptant de coopérer avec la mission d'établissement des faits du Conseil des droits de l'Homme, d'accueillir un bureau du Haut-Commissariat pour les droits de l'Homme et de coopérer avec lui. Nous devons également réfléchir ensemble aux meilleurs moyens de collecter et de protéger les preuves qui permettront, le moment venu, de poursuivre les responsables de ces atrocités, dans le respect du droit à un procès juste et équitable. La France rappelle que le déplacement forcé de populations est constitutif de crime contre l'humanité au titre du statut de Rome de la Cour pénale internationale et note que le Bangladesh est partie à ce Statut ;

- troisièmement, rétablir sans délai un accès humanitaire sûr et sans entrave. Il est essentiel que les autorités birmanes signent le mémorandum d'entente avec le Haut-Commissariat aux Réfugiés et le PNUD et démontrent ainsi leur engagement à respecter les standards internationaux vis-à-vis des personnes réfugiées. Il revient aux autorités birmanes de créer les

conditions d'un retour sûr, volontaire, digne et durable des réfugiés, qui ne sont pas réunies aujourd'hui. Accepter l'assistance technique et l'expertise des agences spécialisées des Nations Unies est la meilleure façon d'y parvenir. Les défis sont réels mais ne peuvent en aucun cas justifier l'inaction. Les engagements concrets sur les points que je viens d'évoquer seraient de nature à contribuer à créer ces conditions.

Madame la Présidente, Nous célébrons cette année le 70<sup>e</sup> anniversaire de la déclaration universelle des droits de l'Homme qui, rappelons-le, a été adoptée après le génocide et les massacres de la seconde guerre mondiale, pour éviter le retour de ces tragédies. Permettez-moi donc de conclure en citant son article premier : "Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. Ils sont doués de raison et de conscience et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité". J'en appelle donc à la raison et à la conscience de ce Conseil, car ce qui est en jeu aujourd'hui à travers la crise des Rohingya, c'est le respect des principes les plus fondamentaux de la Charte des Nations unies, dont le préambule réaffirme la foi dans les droits fondamentaux, la dignité et la valeur de la personne humaine. Le Conseil de sécurité et nous tous, membres des Nations unies, avons le devoir de veiller au respect de ces principes.

Je vous remercie./.